



**HAL**  
open science

## Retour vers le futur : l'histoire des idées au service de la transition

Antoine Missemer

► **To cite this version:**

Antoine Missemer. Retour vers le futur : l'histoire des idées au service de la transition. Transitions. Les nouvelles Annales des Ponts et Chaussées, 2024, 4, pp.18-21. hal-04841497

**HAL Id: hal-04841497**

**<https://enpc.hal.science/hal-04841497v1>**

Submitted on 16 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



# Retour vers le futur. L'histoire des idées au service de la transition

Antoine Missemer

CNRS, CIRED

En tant que science sociale, la discipline économique est historiquement située. Les économistes répondent aux préoccupations de leur époque, et certains énoncés valables un temps ne le sont pas nécessairement un autre temps – en témoigne le caractère inopérant des programmes keynésiens de soutien à la demande au milieu des années 1970, après deux décennies de succès. Cela ne signifie pas que la science économique manque de bases robustes – la loi de l'offre et de la demande est souvent présentée comme un principe universel – ou que toute théorie est nécessairement valide, attendant juste son heure, car en économie, il y a bien des procédures de réfutation (logique ou empirique). En revanche, cela suggère que les savoirs économiques ne sont pas toujours cumulatifs, qu'ils connaissent des bifurcations, et qu'une analyse fine de l'histoire de la discipline est nécessaire pour ne pas « réinventer la roue », ni oublier que certains outils théoriques ou méthodologiques inventés hier n'ont pas forcément le même usage, ni la même pertinence, aujourd'hui.

Ce qui est vrai en économie en général l'est en économie de l'environnement. Alors qu'on peut avoir l'impression aujourd'hui de faire face à des défis inédits – il va sans dire que le changement climatique et l'érosion de la biodiversité sont d'une ampleur préoccupante –, il serait mal venu de faire totale abstraction du passé pour tracer des directions de recherche utiles pour l'avenir.

## Au-delà de l'histoire habituelle

Traditionnellement, on fait remonter l'histoire de la prise en considération des enjeux environnementaux en économie aux années 1970, lorsque la publication du rapport Meadows (1972) sur les limites à la croissance a suscité de vives réactions de la part des économistes, qui ont alors mené de plus en plus de travaux sur les problématiques d'épuisement des ressources et de pollution. La littérature cherchant des racines plus anciennes aux liens entre l'économie et l'environnement évoque parfois la contribution des physiocrates français du XVIII<sup>e</sup> siècle sur les grains, celle des classiques britanniques au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle sur la question démographique et les rendements agricoles décroissants, celle de William Stanley Jevons dans les années 1860 sur le charbon, celle d'Arthur C. Pigou dans les années 1910 et 1920 sur les premières conceptions des externalités environnementales, ou encore celle de Harold Hotelling dans les années 1930 sur l'épuisement optimal des ressources fossiles. Ces jalons, comme quelques autres, sont constitutifs de l'histoire-cœur de la discipline économique ; des traces se trouvent encore aujourd'hui dans bien des travaux en économie de l'environnement. Ce ne sont pourtant pas les seuls qui méritent d'être évoqués, en particulier à l'heure où la discipline est accusée de ne pas toujours être à la hauteur des enjeux (Pottier, 2016 ; Pestre, 2020).

Les recherches les plus récentes en histoire des idées tendent à ouvrir la perspective vers de nouvelles sources d'inspiration. De l'économie

de la nature de Carl von Linné au XVIII<sup>e</sup> siècle aux propositions de réformateurs sociaux français, britanniques ou même russes au XIX<sup>e</sup> siècle, en allant jusqu'aux socio-énergétistes allemands et humanistes autrichiens du tournant du XX<sup>e</sup> siècle, et aux *land economists* américains de l'entre-deux-guerres, nombreux ont été les auteurs et autrices ayant cherché à bâtir des savoirs intégrés puisant tout à la fois dans l'économie et dans la thermodynamique, la biologie, la chimie, l'écologie, ou encore la physiologie. Cette autre histoire de l'économie de l'environnement est riche en enseignements. Deux exemples, détaillés ci-après, en fournissent l'illustration.

### Formation des préférences

En économie, depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle au moins, il est de coutume de considérer les préférences des agents, plus spécialement des consommateurs, comme données et stables dans le temps. Les raisons en sont multiples, à commencer par des contraintes de modélisation en microéconomie, mais aussi parce que les économistes ont progressivement considéré que ce n'était pas à eux, mais plutôt aux philosophes et psychologues, de s'interroger sur la façon dont les goûts des consommateurs se forment et évoluent. Aujourd'hui, la question des préférences revient à l'agenda, en raison des nouveaux déterminants (écologiques) aux comportements des individus, et dans le contexte des appels à la sobriété pouvant conduire certains à choisir volontairement de consommer moins. Remettre en cause la stabilité des préférences, s'interroger sur leur formation, voire leur légitimité, semble à première vue incongrus pour un économiste.

Pourtant, dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, le mouvement américain du *home economics*, essentiellement animé par des femmes scientifiques telles qu'Ellen H. Richards (1911) et Hazel Kyrk (1923), a théorisé l'éducation à la rationalité et au bon emploi des ressources domestiques pour le bon état économique (et sanitaire) du foyer et de communautés plus larges (Philippy, 2021). Au sein du *home economics*, il était donc légitime pour des économistes de réfléchir à la formation des préférences (même si l'expression n'était pas usitée à cette époque-là). L'éducation, les normes sociales, l'emploi de critères physiologiques

pour prioriser certains besoins, apparaissaient comme parties prenantes de l'analyse.

Dans une optique proche, certains auteurs autrichiens comme Josef Popper-Lynkeus (1912), oncle du célèbre épistémologue Karl Popper, ont également réfléchi à la question de la hiérarchisation (démocratique) des besoins, certaines préférences exprimées pouvant avoir, dans certaines circonstances, une importance plus grande que d'autres. L'enjeu à l'époque était de répondre à ce qu'on appelait la question sociale, et de promouvoir en premier lieu la satisfaction des besoins essentiels (se nourrir, se vêtir, se loger) de chacune et chacun. Des préférences superflues, pour des biens de luxe ou d'agrément, ne pouvaient pas, selon Popper-Lynkeus et quelques autres, être traitées de la même façon par les économistes que des préférences fondamentales.

À l'heure où les défis écologiques interrogent la légitimité de certaines préférences et de certains besoins — le débat sur l'interdiction des jets privés est un exemple —, la science économique dispose donc de racines historiques robustes, bien que méconnues, pour inclure dans son agenda de recherche des réflexions sur la formation des préférences, leur stabilité, leur priorisation, et la façon de les satisfaire. Que ce soit dans les enseignements d'économie ou dans les travaux explorant des scénarios à moyen et long termes de sobriété, voire de post-croissance, ces racines peuvent s'avérer particulièrement utiles, autant du point de vue des procédures de hiérarchisation (comment prioriser les besoins ? Comment mesurer les besoins fondamentaux des populations ? Quel type de délibération collective mettre en place ?) que des conséquences à en tirer pour la politique économique (quelles activités confier à la puissance publique, au marché, au secteur mutualiste, coopératif et associatif ? Comment orienter les investissements vers les secteurs essentiels ?).

### Croissance verte vs décroissance

Les visions actuelles du futur économique, dans un contexte de contrainte écologique forte, sont structurées, dans le débat public comme au sein de la recherche économique, autour d'une opposition entre, d'un côté, un technosolutionnisme fondé sur l'innovation et les mécanismes de marché pour la promotion d'une croissance

verte, et, d'un autre côté, un discours centré sur les frontières planétaires et appelant à une bifurcation radicale vers un monde sobre, la décroissance servant alors parfois d'étendard.

Cette opposition a récemment été analysée par Fredrik Albritton Jonsson et Carl Wennerlind (2023) du point de vue de l'histoire longue des idées économiques, politiques et sociales, à travers la mention d'une tradition « cornucopienne », techno-optimiste, d'une part, et d'une tradition « finitaire », malthusienne, attachée à la question des limites, d'autre part. Il est certain qu'il y a toujours eu dans l'histoire, depuis le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle environ, des penseurs confiants dans les progrès de la science, de la technique et du marché, tandis que d'autres s'avéraient plus prudents, parfois plus conservateurs, parfois plus romantiques, quant à l'avenir du système économique. Albritton Jonsson et Wennerlind expliquent que si la tradition cornucopienne a dominé l'agenda de ces dernières décennies, les défis écologiques du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle requerraient au contraire une revivification de la tradition finitaire, pour imaginer un monde compatible avec les frontières planétaires.

Il n'est pas certain que cette piste soit la seule voire la meilleure à suivre, dans la mesure où l'opposition entre cornucopianisme et malthusianisme — ou plus trivialement, entre croissance verte et décroissance —, apparaît à maints égards stérile, polarisant le débat mais n'aidant pas forcément à actionner les leviers d'une transformation écologique ambitieuse de nos sociétés. L'histoire alternative des rapports entre l'économie et l'environnement, évoquée plus haut, fournit là encore des clés inédites, permettant de dépasser l'opposition entre techno-optimisme et discours finitaire. Un seul exemple peut suffire à en faire la démonstration : dans les années 1840 et 1850, l'ex-saint-simonien Pierre Leroux (1846 ; 1853) a construit une pensée du système économique articulée avec la chimie organique, en expliquant que la circulation des nutriments devait permettre aux populations les plus pauvres de produire leur propre nourriture, à condition qu'elles aient accès à un lopin de terre et que l'organisation capitaliste de la production cesse de perturber les cycles naturels. Indépendamment de la pertinence de ces propositions, ce qui est intéressant, c'est que Leroux avait une vision optimiste des relations entre les êtres humains et la nature, celle-ci

étant vue comme un partenaire dans les activités de production, n'ayant pas véritablement de limite. Dans le même temps, Leroux n'était pas techno-optimiste ; il était même, parfois, assez anti-industrialiste. Son cas suggère que l'histoire est riche de contributions n'entrant pas forcément dans le diptyque cornucopianisme vs malthusianisme. Il indique au contraire qu'une troisième voie a existé — et est encore possible aujourd'hui — dans laquelle les limites naturelles ne sont pas inhibantes, sans que cela conduise à promouvoir une croissance techno-optimiste décorrélée de toute réalité écosystémique.

Dans cette lignée, le paradigme de la « coévolution » (Levrel, Missemer 2023 ; inspiré de Nørgaard, 1994) peut être envisagé comme une version contemporaine de cette troisième voie, présentant la nature comme un agent à part entière avec lequel opérer des transactions. La coévolution suggère que les systèmes économiques et sociaux d'une part, les écosystèmes d'autre part, sont en constante interaction, et que cette interaction est dynamique, poussant en particulier les êtres humains à innover (d'un point de vue technologique mais aussi organisationnel et culturel) dans leurs rapports avec la nature. Au moment où les défis écologiques sont immenses, envisager les non-humains et les écosystèmes comme partenaires, dans la lignée de propositions anciennes trop longtemps négligées, est susceptible d'ouvrir un nouveau chapitre de ces liens coévolutifs. La nature, parce qu'elle contribue à la satisfaction des besoins humains, devrait recevoir sa juste part du produit collectif, par exemple sous la forme de dotations pour la rénovation d'habitats ou d'un financement de mesures plus larges de restauration écologique. On a coutume de considérer le partage de la valeur comme une question relevant de l'opposition (et du compromis) entre actionnaires et salariés ; l'arrivée d'un troisième acteur dans l'équation, à savoir la nature, pourrait conduire à envisager différemment les rapports de force socio-économiques, à la fois au sein des organisations et à l'échelle de la société tout entière. Comment partager l'effort entre actionnaires et salariés pour dégager les moyens nécessaires à la préservation de l'environnement ? Comment repenser nos systèmes comptables pour mieux tenir compte du rôle de la nature (Kervinio *et al.*, 2023) ? Quels droits octroyer aux non-humains et quelles conséquences économiques cela

peut-il avoir (Brunet, 2023)? Ces questions, qui permettent d'envisager en définitive une voie différente à l'opposition polarisée entre croissance verte et décroissance, peuvent trouver

des réponses, comme dans le cas de la formation des préférences, par une exploration renouvelée de l'histoire des idées, au service des défis contemporains.

## Bibliographie

Albritton Jonsson Fredrik, Carl Wennerlind, 2023. *Scarcity: A History from the Origins of Capitalism to the Climate Crisis*. Cambridge/Londres, Harvard University Press.

Brunet Pierre, 2023. « Les droits de la nature, une nouvelle façon de protéger les ressources », *L'Économie politique*, vol. 4, n° 100, p. 34-48.

Kervinio Yann, Clément Surun, Adrien Comte et al., 2023. « Defining ecological liabilities and structuring ecosystem accounts to support the transition to sustainable societies », *One Ecosystem*. <https://doi.org/10.3897/oneeco.8.e98100>

Kyrk Hazel, 1923. *A theory of consumption*, Boston/New York, Houghton Mifflin Company.

Leroux Pierre, 1846. « L'humanité et le capital », *Revue sociale ou Solution pacifique du problème du prolétariat*, n° 6, A. Boussac, p. 81-90.

Leroux Pierre, 1853. *Aux États de Jersey, sur un moyen de quintupler, pour ne pas dire plus, la production agricole du pays*, Londres/Jersey, Universal Library/L. Nétré.

Levrel Harold, Antoine Missemer, 2023. *L'économie face à la nature : de la prédation à la coévolution*, Paris, Les Petits Matins/Institut Veblen.

Meadows Donella H., Dennis L. Meadows, Jørgen Randers, William W. Behrens, 1972. *The Limits to Growth. A report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*. New York, A Potomac Associates book.

Norgaard Richard B., 1994. *Development Betrayed. The End of Progress and a Coevolutionary Revisioning of the Future*, Londres/New York, Routledge.

Pestre Dominique, 2020. « Comment l'environnement a été géré depuis 50 ans. Anatomie d'un échec », dans *Faire l'économie de l'environnement*, Ève Chiappello, Antoine Missemer,

Antonin Pottier (dir.), Paris, Presses des Mines, p. 17-36. <https://books.openedition.org/pressesmines/6425>

Philippy David, 2021. « Ellen Richards's Home Economics Movement and the Birth of the Economics of Consumption », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 43, n° 3, p. 378-400. <https://doi.org/10.1017/S1053837220000115>

Popper-Lynkeus Josef, 1912. *Die allgemeine Nährpflicht als Lösung der sozialen Frage: eingehend bearbeitet und statistisch durchgerechnet; mit einem Nachweis der theoretischen und praktischen Wertlosigkeit der Wirtschaftslehre*, Dresden, Carl Reissner.

Pottier Antonin, 2016. *Comment les économistes réchauffent la planète*, Paris, Seuil.

Richards Ellen H., 1911. « The Social Significance of the Home Economics Movement », *Journal of Home Economics*, vol. 3, n° 2, p. 117-125.